



Culture : comment les entreprises s'engagent

« Les Echos Executives »

// NOTRE SUPPLÉMENT DE 8 PAGES

Les Echos

La réussite des « cars Macron »

Pour l'Autorité de régulation du rail et de la route, les nouvelles lignes de cars sont « une incontestable réussite ».

// P. 19



LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE // LUNDI 9 JUILLET 2018 // LESECHOS.FR

L'ESSENTIEL

MACRON : UN CONGRÈS POUR SE RELANCER

Le chef de l'Etat réunit aujourd'hui le Congrès à Versailles. Après les couacs et les doutes de sa majorité, l'opportunité de lancer l'an II.

// Pp. 2-3

PARCOURSUP : BEAUCOUP DE CANDIDATS EN ATTENTE

Après la fin du bac, beaucoup d'étudiants sont encore dans l'attente d'une affectation définitive. La nouvelle procédure est jugée trop lente.

// P. 6

LONDRES OPTÉ POUR UN « SOFT BREXIT »

Au terme d'une réunion à risques ce week-end, le gouvernement, pourtant divisé, a rallié Theresa May dans le choix d'un « soft Brexit ». Reste à savoir si Bruxelles acceptera.

// P. 7

ENTREPRISES & MARCHÉS

POINT P ET BIGMAT DÉFIÉS PAR AMAZON BUSINESS

Les négociants en matériaux se modernisent pour lutter contre les nouvelles formes de distribution professionnelle.

// P. 19

AIRBUS MARQUE SON TERRITOIRE FACE À BOEING

L'avionneur européen estime que le marché mondial se segmente de plus en plus. Il juge « vague » l'accord Boeing-Embraer dans les jets régionaux.

// P. 19

COUPE DU MONDE : UN PREMIER BILAN POSITIF POUR TFI

Malgré des audiences en recul par rapport à la dernière Coupe du monde, la première chaîne peut se féliciter du parcours des Bleus.

// P. 20

CARNET // P. 29



Série d'été Premier volet de « Sport et territoires », à Marseille // P. 22

Henri APP

Grant Thornton

L'instinct de la croissance

Audit et Conseil en France et dans le monde.

Grant Thornton accompagne les organisations dynamiques et libère leur potentiel de croissance.

www.grantthornton.fr

M 00104 - 709 - F : 2,60 €



ISSN0153.4831

110. ANNÉE 30 PAGES

Antilles Réunion 3,70 € Guyane-St Martin 4,80 € Belgique 3,20 € Espagne 4 € Grande-Bretagne 3,40 € Grèce 3,70 € Italie 4 € Luxembourg 3,40 € Maroc 28 DH Suisse 5,40 FS Tunisie 4,5 TND Zone CFA 2.800 CFA.

Dépenses publiques : le plan choc de Bercy

- Gérald Darmanin annonce mercredi une restructuration massive au sein du fisc.
- Près de 20.000 suppressions de postes seraient envisagées dans les cinq ans à venir.

De 18.000 à 20.000 suppressions de postes, ce qui fera de Bercy le principal contributeur à la réduction des effectifs dans la sphère de l'Etat d'ici à 2022. Gérald Darmanin va frapper fort mercredi, en convoquant les directeurs de son administration pour leur

annoncer la nouvelle. Le niveau de ces suppressions de postes, qui se justifie, selon Bercy, par la numérisation, la disparition programmée de la taxe d'habitation et la mise en place du prélèvement à la source, est conforme aux anticipations des syndicats. A défaut de publier dans son

intégralité le rapport « Action publique 2022 », le gouvernement met en place des économies ministère par ministère.

// PAGE 4 ET L'ÉDITORIAL D'ÉTIENNE LEFEBVRE PAGE 9

Le Duster devient l'un des modèles les plus rentables de Renault

AUTOMOBILE Les ventes du véhicule ont progressé de 30 % au premier semestre pour atteindre 25.000 unités en Europe.



Le lancement de ce nouveau SUV produit en Roumanie était l'un des enjeux les plus importants du groupe Renault cette année. Photo Jean-Brice Lemal/Renault

Lancé en Europe au début de l'année, le nouveau Duster de Dacia a trouvé son public. Le dernier modèle du SUV, best-seller du groupe Renault depuis son lancement en 2010, s'est

vendu à plus de 25.000 unités au premier semestre. En comptant l'ancien modèle, encore vendu dans certains pays, les ventes sont en hausse de 30 % par rapport à la même période

de l'année précédente. Le lancement de ce nouveau SUV produit en Roumanie était l'un des enjeux les plus importants du groupe Renault cette année.

// PAGE 16

L'insolent succès de la banque mobile

Les banques en ligne concentrent 36 % des ouvertures de comptes en France en 2017.

BANQUE Le chiffre en dit long sur l'évolution des modes de consommation de la banque en France. En 2017, les banques en ligne et sur mobile ont concentré 36 % des ouvertures de comptes, selon une enquête du gendarme bancaire (ACPR) dont « Les Echos » ont eu connaissance. L'entrée en relation digitale devient un standard, mais le régulateur s'interroge sur la pérennité de ces acteurs et leur impact sur la stabilité financière. Faute d'équiper leurs clients d'autres produits financiers, l'écrasante majorité de ces acteurs affiche en effet des pertes.

// PAGE 23 ET L'ÉDITORIAL DE GUILLAUME MAUJEAN PAGE 9



L'écrasante majorité de ces acteurs affiche des pertes. Photo Shutterstock

Comment la Chine a dupé l'Occident

L'analyse de Richard Hiault

Alors que la guerre commerciale menace de s'intensifier, les Occidentaux commencent à mesurer l'ampleur de leur naïveté quand, vingt ans plus tôt, ils ont ouvert les portes de l'OMC à une Chine qu'ils pensaient convaincre de respecter les règles du commerce international, écrit Richard Hiault. Les tensions commerciales mais aussi politiques qui en résultent se paient au prix fort. // PAGE 9 ET NOS INFORMATIONS PAGE 8



Les industriels en ont assez d'attendre pour commercialiser leurs nouvelles molécules. Photo Shutterstock

Un plan de relance pour le médicament en France

Le gouvernement veut accélérer l'arrivée sur le marché de produits innovants.

PHARMACIE Lors d'un Conseil stratégique des industries de santé, Edouard Philippe devrait annoncer au moins une mesure phare pour les laboratoires pharmaceutiques : la mise sur le marché plus rapide des médicaments innovants. Emmanuel Macron reçoit ce lundi une trentaine de dirigeants de multinationales du secteur.

// PAGE 17

nim INTERIM MANAGEMENT EXECUTIVES

Trouver en quelques jours un dirigeant pour une mission de transition en France ou à l'International.

C'est notre engagement.

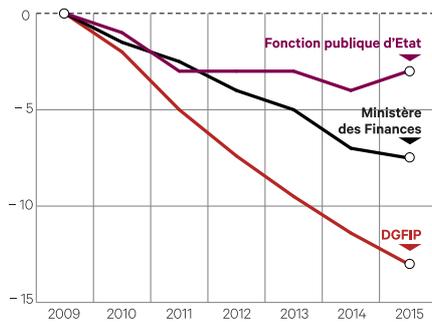
nimeurope.com | 01 46 24 85 71
Management de transition depuis 2001

- Gérer un projet
- Transformer une activité
- Remplacer un dirigeant
- Redresser une entité

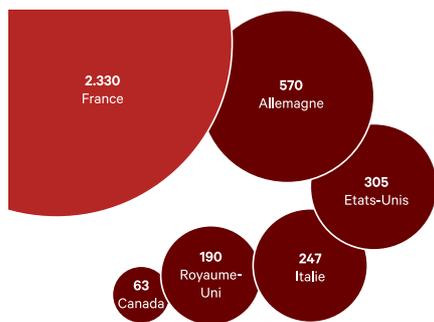
Des coupes massives vont être faites dans les effectifs du fisc

- Le ministre de l'Action et des Comptes publics va annoncer ce mercredi une restructuration d'une ampleur inédite aux directeurs de son administration.
- Jusqu'à 20.000 postes pourraient être supprimés sur le quinquennat.

Evolution des effectifs
Variation cumulée, en %, depuis 2009



Implantations locales des administrations fiscales
En 2015



LES ECHOS // SOURCE : COUR DES COMPTES D'APRES DONNEES DGAFP ET INSEE

ADMINISTRATION

Ingrid Feuerstein
@In_Feuerstein

Après s'être fait attendre, les annonces d'économies promises par Emmanuel Macron sont imminentes. Faute de publier le rapport « Action publique 2022 » qui a nourri les réflexions, le gouvernement devrait indiquer au long de l'été comment il compte réduire la dépense, ministère par ministère. Comme pour montrer l'exemple, Bercy va inaugurer la procédure. A l'issue du Conseil des ministres, ce mercredi, le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, va réunir les principaux directeurs de son administration pour leur annoncer une restructuration d'une ampleur inédite.

Comme le craignaient les syndicats de Bercy au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, le ministère de l'Economie et des Finances devrait contribuer amplement aux 50.000 suppressions de postes prévues sur le quinquennat dans la sphère de l'Etat. « L'an der-

nier, nous avions estimé que la Direction générale des finances publiques (DGFIP) risquait de subir 18.000 à 20.000 suppressions d'emplois. La direction ne nous a jamais démentis », déplore Anne Guyot-Welke, porte-parole du syndicat Solidaires finances publiques.

Numerisation, disparition de la taxe d'habitation, et à terme la prélevement à la source qui transférera la collecte de l'impôt aux entreprises : toute une série de facteurs poussent à une réduction des effectifs au sein de l'administration fiscale. Celle-ci a déjà été le principal contributeur de la baisse des effectifs de l'Etat ces dernières années, à hauteur de 2.000 emplois supprimés chaque année, soit un taux de non-remplacement des départs à la retraite d'environ 60 %. La tendance va s'accroître. « On pourrait tendre vers des réductions d'effectifs de l'ordre de 4.000 agents par an dès 2019 », estime la CFDT-finances, dans un communiqué. En réalité, ce rythme qui suppose d'aller au-delà des départs à la retraite (près de 3.500 par an) ne devrait pas être atteint dès l'année prochaine, car l'exécutif

doit encore négocier avec les syndicats de fonctionnaires les conditions des « plans de départs volontaires » évoqués au printemps par Gérard Darmanin. Le nombre de suppressions de postes à moyen terme (environ cinq ans, soit au-delà de 2022) devrait se situer un peu en dessous des 20.000.

Transfert du recouvrement
Dans un rapport récent, la Cour des comptes a proposé des pistes de restructuration pour cette administration, issue de la fusion il y a dix ans de la Direction générale des impôts et de la Direction générale de la comptabilité publique. Le procureur général près la Cour des comptes a estimé que la DGFIP pouvait supprimer encore 30.000 postes, soit 30 % de ses effectifs, dans un scénario où elle investirait massivement dans la numérique et réviserait en profondeur ses missions. Ces observations n'ont pas été retenues par les magistrats dans le rapport final, mais elles dressent déjà le décor.

Le comité Action publique 2022, constitué à l'automne dernier pour

proposer des réformes, s'est d'ailleurs penché sur toute une série de mesures concernant Bercy. Le transfert d'une partie du recouvrement de la douane vers la DGFIP paraît acté, sachant que les douaniers conserveraient les impôts les plus pertinents par rapport à leurs missions, comme la TVA extracommunautaire ou la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques). Les trésoreries, encore nombreuses, devraient être regroupées.

Dans la même logique, il est question de n'avoir plus qu'un seul service des impôts des entreprises et un service pour les particuliers par département, d'après la CFDT. Le rapport de la Cour des comptes suggérerait également de créer un service de publicité foncière unique et de transférer le cadastre (pour sa partie topographique) à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN). Des propositions qui ont de bonnes chances de figurer dans le projet final.

Lire éditoriale d'Emmanuel Lefebvre Page 9

DÉCRYPTAGE // La cure d'amaigrissement préparée pour l'administration du fisc illustre la nouvelle stratégie choisie par l'exécutif pour réformer l'action publique.

La méthode pour faire baisser la dépense publique

Renaud Honoré
@r_honore

CAP 22 bouge encore. Il y a quelques semaines, Matignon avait fait savoir qu'il n'était plus question de dévoiler avant l'été le rapport de ce comité d'experts. Un choix qui paraissait annoncer un enterrement en catimini pour ce qui avait été présenté jusqu'alors comme le parfait mode d'emploi pour réviser en profondeur l'action publique. La réforme de l'administration fiscale qui sera annoncée ce mercredi, avec à la

clef près de 20.000 suppressions de postes d'agents publics, selon plusieurs sources, vient nuancer cette vision. Ce chantier faisait partie des principaux identifiés par CAP 22, qui avait même avancé, selon nos informations, un objectif de baisse des effectifs supérieur à celui retenu.

« Peu importe la communication autour du rapport, ce qui compte est que notre travail puisse aider le gouvernement », explique un membre du comité. De fait, Matignon a estimé que la divulgation de but en blanc du document final n'était pas d'une grande aide : les quelque 30 milliards d'euros de baisse nette de la dépense publique qui y étaient promis avaient tout du chiffon rouge. « Nous n'avions pas envie que le débat public se focalise sur des points du rapport que le gouvernement n'aurait pas forcément suivis », renchérit le député LREM Gilles Le Genre, chargé du dossier.

Méthode Petit Poucet
A la place du tapis de bombes, l'exécutif a préféré opter pour la méthode du Petit Poucet, avec l'idée d'égrener comme des petits cailloux les annonces inspirées des 22 chapitres

du rapport. « Dans les prochaines semaines, il y aura au moins une douzaine de grands dossiers structurant la réforme de l'action publique, soit sur des domaines bien identifiés comme on l'a fait pour l'audiovisuel, soit sur des thématiques transversales comme la numérisation », explique Gilles Le Genre.

Le travail a déjà été lancé en amont : certaines des mesures annoncées par Nicole Belloubet pour la justice (numérisation de la

Matignon a estimé que la divulgation de but en blanc du document final n'était pas d'une grande aide.

procédure) ou le bouleversement des règles de gestion de la fonction publique (recours accru aux contractuels) portent la marque CAP 22. Bienôt devrait arriver une réforme transférant aux collectivités la gestion de leur comptabilité, alors que c'est l'Etat qui le faisait jusqu'alors avec des surcoûts à la clef. La baisse annoncée des aides aux entreprises

aura aussi des conséquences sur les quelque 200 entités qui délivrent ces aides. Le comité avait aussi plâché sur la santé et certains éléments pourraient se retrouver dans la réforme de l'hôpital.

En procédant ainsi sur la réforme de l'action publique, le gouvernement espère éviter les erreurs commises lors des quinquennats précédents. « La RGPP de Sarkozy était un système autoritaire et simpliste qui a épuisé les troupes. A l'opposé, un rapport d'experts est toujours utile mais ne suffit pas, il faut que les mesures soient portées au niveau politique. Le comité CAP 22 est utilisé par Matignon et l'Elysée comme une fourche piquante le derrière des ministres pour les pousser à l'action », décrypte un haut cadre de Bercy.

Pour autant, la voie suivie par l'exécutif n'est pas sans présenter quelques nids-de-poule. Malgré les nombreux rapports sur la question – et CAP 22 avait lui-même travaillé sur un recentrage des allocations familiales –, le gouvernement est bien en peine depuis quelques semaines pour élaborer une stratégie claire sur la question des aides sociales. Un signe que chaque méthode a ses limites. ■

LE GRAND RENDEZ-VOUS //
Europe 1 – « Les Echos » – CNEWS

Mélenchon dénonce « une monarchie présidentielle absolue »

Le président de La France insoumise n'est pas à Versailles aujourd'hui.

« Nous faisons ce que nous pouvons pour nous faire entendre. Invité de l'émission « Le Grand Rendez-vous » sur Europe 1 - « Les Echos » - CNews, dimanche, Jean-Luc Mélenchon a fait savoir que La France insoumise accompagnait d'une manifestation en ligne le boycott du Congrès de Versailles. Les dix-sept parlementaires Insoumis laisseront des fauteuils vides, mais leur absence sera pas si tangible. Les élus sont placés par ordre alphabétique dans la salle du Congrès. Selon le député des Bouches-du-Rhône, « y aller serait accepter d'entrer dans le cadre » fixé par Emmanuel Macron, accusé d'instaurer « une monarchie présidentielle absolue ».

Alors que Jean-Paul Delevoye poursuit sa consultation citoyenne sur la réforme des retraites et que le détail des propositions ne sera pas connu avant la fin de l'année, le président de La France insoumise a relancé son appel aux organisations syndicales. « Cette fois-ci, il faut s'y prendre à l'avance. [...] Régions les deux problèmes qui nous ont fait perdre contre les ordonnances de la loi travail : la division et le cloisonnement entre le syndical, l'associatif et le politique », a-t-il exhorté. Car pour l'ancien candidat à la présidentielle, la prochaine bataille sera bien celle des retraites : « C'est le cœur du cœur de ce qu'il reste d'une certaine vision de la société héritée des lendemains de la guerre comme la solidarité et la répartition », a-t-il fait valoir. Dans le viseur de l'Insoumis, le système de retraite par points dans

lequel « vous savez combien vous payez chaque année, mais vous ne savez pas combien vous aurez à l'arrivée ».

Sur le report de l'annonce du plan pauvreté pour cause de Coupe du monde, Jean-Luc Mélenchon n'a pas trouvé les arguments. « Le foot ne suffira pas à ceux qui sont en situation de pauvreté pour oublier », a-t-il commenté, évoquant les problèmes d'accès à l'eau des plus démunis pendant l'été.

Décision extraordinaire
Dans le dossier immigration, l'Insoumis s'est félicité de la « décision extraordinaire » du Conseil constitutionnel consacrant le principe de fraternité. « Il faut arrêter les guerres dont nous sommes responsables et les traités commerciaux inégaux pour que les gens ne partent pas de chez eux. Mais lorsqu'ils sont en route, vous n'avez d'autre devoir que la fraternité humaine », a-t-il défendu. Du reste, il a recadré le débat avec deux chiffres : « Nous parlons d'une vague migratoire de 100.000 à 200.000 personnes dans une Union européenne qui comporte plus de 450 millions d'habitants. »

Tandis que la constitution de la liste des candidats a créé des remous dans les rangs de La France insoumise, son président a précisé ne pas faire partie du comité de sélection. « Quand on fait une liste nationale, il y a toujours de la tête froissée », a-t-il lâché. Son tweet se réjouissant de la défaite de la Mannschaft avait ému la Toile pendant plusieurs jours. Pilonnant cette fois une Europe mise à la norme allemande, Jean-Luc Mélenchon n'arrangera pas sa réputation de germanophobe. — V. La.



Comme les autres députés de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon ne se rendra pas au Congrès lundi 9 juillet à Versailles. Photo Marie Etchegoyen/Capa Pictures pour Europe 1

en bref

Plan pauvreté : Le Maire veut inclure le plafonnement des frais bancaires

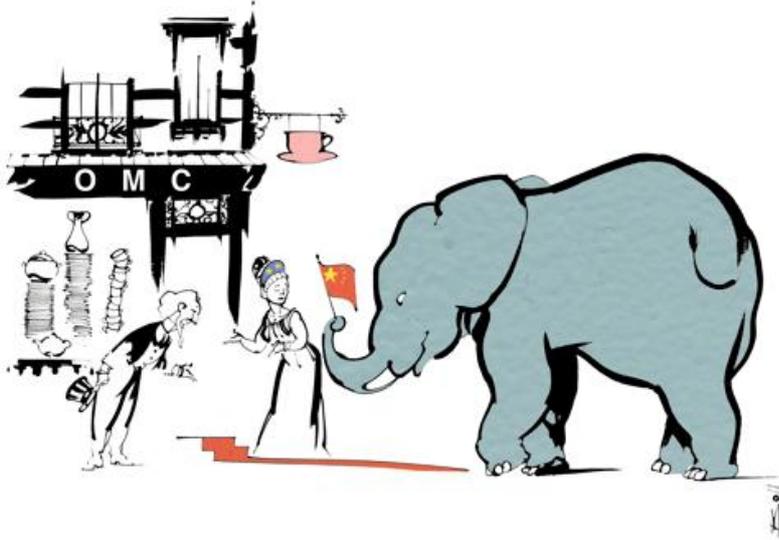
SOCIAL Bruno Le Maire a indiqué, dimanche, qu'il souhaitait ajouter des dispositions sur le plafonnement des frais bancaires pour les foyers modestes dans le plan pauvreté, dont la présentation a été reportée. « Sur le plan pauvreté, je préfère qu'on prenne quelques semaines de plus et qu'il soit meilleur », a déclaré le ministre de l'Economie aux Rencontres économiques d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). « Nous allons par exemple ajouter dans ce plan des dispositions sur le plafonnement des frais bancaires. [...] Je pense qu'il est indispensable pour tous les Français modestes que nous parvenions à un vrai plafonnement des frais bancaires pour que personne ne soit en difficulté parce qu'il est obligé de payer des frais bancaires insupportables et trop lourds », a-t-il ajouté.

LesEchos
SUR
inter
DOMINIQUE SEUX
DANS « L'ÉDITO ÉCO »
À 7H45
DU LUNDI AU VENDREDI

SOMMAIRE

Le meilleur du Cercle des Echos	Mobilité : repenser l'urbanisme pour se déplacer autrement
La Chronique	Le rêve chinois et le déclin de l'American Dream
Le Point de vue	En 2050, une France sans carbone
Art et culture	Le « Thyeste » furieux de Thomas Jolly
Sciences	Ordinateur quantique : les chercheurs du CEA misent sur le silicium

idées & débats



Comment la Chine a dupé Américains et Européens à l'OMC

Richard Hiault
@RHIAULT
— Grand reporter au service Enquêtes

En acceptant la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en 2001, les dirigeants occidentaux se sont largement envolés. Quelque vingt ans plus tard, l'Union européenne et les États-Unis prennent conscience d'avoir été dupés. Le réveil est douloureux. Montée des mouvements populistes, contestation de la mondialisation, creusement des inégalités et risque de guerre commerciale en sont la manifestation. Les Occidentaux payent aujourd'hui leur naïveté face aux réalités du monde chinois.

En arrivant la Chine au système commercial bâti dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, par le GATT puis par l'OMC, Bruxelles et Washington pensèrent à l'époque que Pékin va adapter son économie. La Chine ira progressivement vers l'économie de marché et respectera les règles d'une économie libérale non centralisée. L'Europe et l'Amérique pensent du coup s'ouvrir un marché de plus d'un milliard de consommateurs avides de made in America ou de made in Europe.

En 1999, Bill Clinton, alors président des États-Unis, défend ardemment cette adhésion. « Nous avons obtenu de nouvelles garanties, très strictes, contre un brusque afflux d'importations chinoises... L'entrée de la Chine à l'OMC encouragera le pays à jouer selon les règles internationales », clame-t-il. De belles promesses restées quasi lettre morte.

Car, depuis son intégration, la Chine prend une trajectoire bien différente de ce que les Occidentaux anticipaient alors.

« L'OMC a été conçue comme une organisation internationale visant à faciliter le commerce entre des économies de marché, dans lesquelles le rôle de l'État reste limité », explique dans une note parue en mai dernier Elvire Fabry, chercheuse senior à l'Institut Jacques-Delors. En 2001, le défi est colossal pour Pékin. Son

“
L'ANALYSE DE LA RÉDACTION
En 2001, Américains et Européens pensaient naïvement que la Chine allait se diriger vers une économie de marché et respecter les règles de l'Organisation mondiale du commerce. Près de vingt ans plus tard, ils déchantent.

économie repose sur un très large secteur public et un rôle prédominant des entreprises d'État. Les Occidentaux donnent un délai de quinze ans pour réaliser la mue via des privatisations et une libéralisation des entreprises d'État. Sinon, tout le système de l'OMC sera en péril. Une mise en garde qui aujourd'hui apparaît prémonitrice.

Renforcement des pouvoirs du président Xi Jinping, régime de plus en plus autoritaire, omniprésence de l'État dans l'économie, larges subventions et persistance des entreprises publiques caractérisent la Chine actuelle. Un registre bien loin des standards de l'Occident. Tant et si bien que Washington et Bruxelles ont refusé, en 2016, d'accorder comme promis le statut d'économie de marché à la Chine.

L'erreur est d'avoir pu penser qu'en Chine, le capitalisme d'État pourrait céder le pas au capitalisme de marché. Que le pays aurait pu adopter les valeurs occidentales de démocratie. Car pour Pékin, le modèle de l'Occident est en déclin.

Autre différence et de taille : la Chine n'a pas la même notion du temps que les Européens et les Américains. Un exemple ? Jamais une entreprise occidentale ne financerait un projet qui ne serait pas rentable. Pas la Chine qui pense à très long terme. Avec sa puissance financière publique accumulée depuis des décennies, elle ne se préoccupe pas en priorité d'une rentabilité à court terme si ses intérêts stratégiques le lui commandent. Cela lui est d'autant plus facile que l'État garde la mainmise sur l'économie.

En mai dernier, l'ambassadeur de l'Union européenne à l'OMC estimait que les problèmes actuels de distorsions économiques mondiales et de surcapacités de production sont dus à des modes de fabrication qui ne sont pas fondés sur les principes du marché. Depuis 2001, observe en core Elvire Fabry, d'importants programmes de subventions publiques chinoises ont concerné autant l'industrie de l'acier et du verre, que du papier ou encore des pièces détachées dans

l'automobile. Et si un effort de libéralisation de l'économie chinoise a bien été engagé, depuis la crise financière l'importance des entreprises d'État n'a fait que se renforcer. « Elles représentent aujourd'hui près de 40 % des principaux actifs industriels chinois et 80-90 % de part de marché dans les industries stratégiques. » Au bout du compte, la Chine a beau vanter les mérites du libre-échange et de l'ouverture des marchés, elle s'en dédouane. Interrogé sur la naïveté des Occidentaux, Pascal Lamy, ex-directeur général de l'OMC, concède dans un entretien au « Monde » en juin dernier : « La Chine a payé, son accession en 2001, bien plus cher que d'autres pays en développement [...]. On aurait dû faire mieux sur deux points : les subventions publiques aux entreprises et l'accès aux marchés publics, dès lors que la Chine se développait rapidement. »

Le « Made in China 2025 » inquiète

Le plan du gouvernement chinois « Made in China 2025 » offre une illustration parfaite des pratiques locales. Pour les partenaires économiques de la Chine, en Europe et aux États-Unis, ce plan aurait pu leur offrir des opportunités. « En principe, l'économie mondiale a de bonnes raisons d'accueillir la Chine dans sa quête d'une capacité d'innovation accrue, à condition que la Chine respecte les principes et les règles de l'ouverture des marchés et de la concurrence loyale », relevait le Mercator Institute for China Studies dans sa note d'étude « Made in China 2025 » parue en 2016. « Cependant, « Made in China 2025 », dans sa forme actuelle, représente exactement le contraire : le gouvernement intervient systématiquement sur les marchés nationaux afin de favoriser et de faciliter la domination économique des entreprises chinoises. » L'heure est à un rééquilibrage des relations commerciales et à une réforme des règles de l'OMC. Encore faudrait-il pour Bruxelles et Washington faire venir à la table des négociations la Chine. Et ne pas être une nouvelle fois ses dupes. ■

LES ÉDITORIAUX DES « ÉCHOS »

Réforme : l'exemple à suivre de Bercy



Par **Etienne Lefebvre**

Constituer une administration plus performante et plus agile.

Le rapport Action publique 2022 n'est toujours pas publié mais il va trouver une traduction importante cette semaine avec l'annonce d'une profonde réorganisation de la Direction générale des finances publiques (DGFiP). C'est un chantier emblématique de ce à quoi peut ressembler la réforme de l'État, car elle concentre de nombreux facteurs justifiant une adaptation de l'administration, au premier rang desquels la numérisation des services. La télédéclaration des impôts se généralise, et le prélèvement à la source va renvoyer en partie la perception de l'impôt sur le revenu aux entreprises. Mais au-delà de la simple dématérialisation des documents, tous les services fiscaux sont concernés par les transformations numériques. Prenons l'exemple du service de la publicité foncière de la DGFiP, à qui tout particulier peut s'adresser pour connaître des données immobilières. Cette mission est assurée aujourd'hui par 354 entités réparties sur tout le territoire (près de 4.000 agents), qui ont chacune leur serveur informatique propre. À l'avenir, une base de données nationale va être constituée, et les relations avec les notaires vont aussi être entièrement dématérialisées. De quoi revoir radicalement le réseau actuel, en tendant vers un fonctionnement proche de l'open data. L'évolution du contrôle fiscal illustre également l'impact des mutations technologiques. Les contrôles sont de mieux en mieux ciblés grâce aux techniques dites de « data mining ». Bien sûr, il faudra toujours des contrôleurs, aux compétences aiguisées face à des fraudes de plus en plus complexes, mais là encore, cela implique des réorganisations de grande ampleur. Moins d'agents affectés aux contrôles « basiques », davantage aux enquêtes au sein de la future police fiscale qui doit être créée à Bercy. Comme l'a montré la Cour des comptes, les autres exemples de réformes concernant la DGFiP sont légion, et doivent permettre de constituer une administration plus performante, plus agile, tout en employant moins d'agents publics. A condition de ne pas négotier sur les investissements, informatiques notamment, et de favoriser vraiment la mobilité des fonctionnaires : formation, intérêt, etc.

Bercy va ainsi être le premier contributeur, et de loin, aux suppressions de postes dans l'appareil d'État lors de ce quinquennat. Ce n'est pas nouveau, et cela ne doit pas exonérer les autres ministères de faire des efforts. Une telle stratégie globale devrait être menée dans les autres administrations, qui vont toutes être confrontées à des transformations numériques de grande ampleur, et qui sont très loin d'en tirer parti aujourd'hui.

Lire nos informations
Page 4

Percer la forteresse bancaire

Par **Guillaume Maujean**

Si dynamiques, et pourtant toujours si petites. Les néobanques sont clairement en train de se faire une place dans le paysage financier en France. Les Boursorama, AXA Banque, Orange Bank, N26, Comptel et consorts accaparent désormais un tiers des ouvertures de comptes. Qu'ils soient filiales d'établissements bancaires, d'assureurs, d'opérateurs télécoms, de grandes chaînes de magasins ou partis de rien, ces nouveaux acteurs accélèrent la cadence. Tandis que les agences traditionnelles se vident, ils réussissent au fil des ans à séduire une clientèle plutôt jeune et urbaine, qui n'a plus aucune gêne à s'adresser à ces banques en ligne et mobiles, pour peu qu'elles offrent des prix bas, une bonne expérience d'utilisation et quelques services supplémentaires, comme les paiements gratuits à l'étranger, les virements sans RIB ou les aides à la gestion de son budget. La percée de ces néobanques est indéniable. Elle reste assez modeste en réalité : en France, une poignée de grandes banques (Crédit Agricole, BPCE, Crédit Mutuel, BNP Paribas, Société Générale et La Banque Postale) revendiquent encore 95 % de parts de marché. Autrement dit la part du lion. Il n'est pas facile de s'attaquer à ces mastodontes qui distribuent l'essentiel des crédits immobiliers et servent la majorité des professionnels. Qui sont aussi très puissants financièrement, et peuvent donc rapidement répliquer aux dernières innovations. Les nouveaux acteurs sont encore souvent des banques de complément. Pour tenter de forcer la forteresse bancaire, ils sont souvent contraints d'offrir des tarifs low cost et de dépenser de fortes sommes en publicité et en marketing, à coups de généreux cadeaux de bienvenue. La plupart d'entre eux ne gagnent toujours pas d'argent. Et en sont même parfois très loin. Le passage de la bonne idée à l'industrialisation reste un défi de taille dans un secteur aussi réglementé. Certains banquiers le confessent d'ailleurs : ils ont moins peur des néobanques que des Apple, Facebook ou Amazon, qui pourraient leur faire beaucoup plus mal s'ils se décidaient à investir vraiment l'univers des services financiers.

Lire nos informations
Page 23

Illustration de l'AFP pour « Les Echos »